

Après la démission de DSK, sa remplaçante au FMI parasitée par les affaires

Après la catastrophique démission en cours de mandat de Dominique Strauss Kahn de la direction du Fonds monétaire international, sa remplaçante à ce poste, la Française Christine Lagarde, vient d'être rattrapée par la justice pour son rôle dans le règlement de l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais. La décision de mettre la toute nouvelle directrice du FMI sous le coup d'une enquête glace la droite, qui se terre et observe un mutisme quasi-total, et revigore la gauche qui demande que l'on enquête sur les complicités de haut niveau (Elysée) sans lesquelles Lagarde, l'ancienne ministre de l'Economie, n'aurait pas agi comme elle l'a fait.

De notre bureau à Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

La décision de la cour de justice de la République, institution qui juge les ministres en France, est tombée tel un couperet sur l'actuelle directrice générale du FMI : l'ancienne ministre française de l'Economie est poursuivie pour «complicité de faux» et «complicité de détournement de biens publics» dans le règlement du conflit qui opposait Bernard Tapie au Crédit Lyonnais.

Pour comprendre, résumons ce conflit Tapie-Crédit Lyonnais qui remonte au tout début des années 1990 : en août 1990 Tapie rachète Adidas à 1,6 milliard de francs mais décide fin 2002 lorsqu'il entre au gouvernement Mitterrand de la revendre. Il confie alors cette vente, dont il fixe le prix à 2 milliards FF, à une filiale du Crédit Lyonnais. Celle-ci assure en 1993 la vente à «un groupe d'investisseurs derrière lequel se cachait une autre filiale du Crédit Lyonnais. Tapie accuse alors le Crédit Lyonnais de détenir 20% du capital d'Adidas et d'avoir participé, par filiale

interposée, à la vente, ce que nie la banque. Lorsqu'en décembre 1994 Adidas est revendu par le Crédit Lyonnais à 4, 4 milliards, Bernard Tapie réclame une part de la plus-value sur la vente. C'est de là qu'est parti le conflit.

Tapie assigne la banque pour faute. La médiation de l'Etat échoue comme est annulée en 2006 par la cour de cassation, la décision de la cour d'appel qui condamnait la structure chargée de gérer le passif du Crédit Lyonnais après sa faillite en 1993, à verser 145 millions d'euros de dommages et intérêts à Tapie.

Sur ces faits, Sarkozy arrive au pouvoir en mai 2007, et c'est en décembre de la même année que l'affaire Tapie, homme de gauche devenu entre temps ami de Sarkozy, est confiée par Christine Lagarde, patronne alors du ministère des Finances, à un tribunal arbitral, une justice privée.

C'est bien cette dernière décision qui est aujourd'hui au cœur de l'affaire Lagarde, et ce, d'autant que ce tribunal décide que le consortium chargé de la gestion



Ph. DR.

du passif du Crédit Lyonnais est condamné en 2008 à verser 390 millions d'euros à Tapie personnellement ou à ses holdings.

En 2010, des parlementaires avaient contesté cette décision de Lagarde et si la cour administrative d'appel de Paris a jugé la démarche de contestation entreprise par les députés socialistes irrecevable, en février 2011 la Cour des comptes a, quant à elle, estimé que le recours au tribunal arbitral n'était pas conforme à la loi.

La loi française interdit, en effet, à l'Etat de recourir à l'arbitrage et qu'en l'occurrence, l'Etat aurait dû s'en remettre au

Parlement pour décider ou non de recourir à cette forme de juridiction. Depuis jeudi 4 août, une enquête sur Christine Lagarde et ses agissements dans l'affaire Tapie est donc ouverte par la cour de justice de la République.

Les charges retenues contre l'actuelle directrice du FMI sont «complicité de faux» et «complicité de détournements de biens publics», deux chefs d'inculpation passibles de 10 ans de prison et de 150 000 euros d'amende. «Tout cela illustre la confusion des intérêts politiques, économiques et financiers qui règne au sommet de l'Etat depuis l'élection de Nicolas Sarkozy», a

déclaré, hier, Jean-Marc Ayrault, patron des députés socialistes à l'Assemblée nationale. Les interrogations aujourd'hui se focalisent sur les «responsabilités au sommet de l'Etat» dans cette affaire qui vient, bien sûr, ternir davantage l'image de l'Hexagone au sein du FMI, même si cette instance, dans une déclaration qui a fait immédiatement suite à la décision de la Cour de justice de la République, a informé que «les Etats membres représentés au conseil d'administration faisaient confiance à la directrice Christine Lagarde, malgré l'ouverture de l'enquête».

K. B.-A.

LIBYE

La coalition rejette le terme d'enlèvement

La coalition de l'Otan qui bombarde la Libye depuis mars rejette le terme d'«enlèvement», mais elle se heurte à l'absence de progrès majeurs de la rébellion sur le terrain et à une résistance inattendue de Mouammar Kadhafi qui rend hypothétique toute sortie politique du conflit.

«Sans doute avons-nous sous-estimé la résistance des forces de Kadhafi», a reconnu jeudi le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé. Mais «on ne peut pas parler d'enlèvement» car il n'a jamais été question de «guerre-éclair», a-t-il ajouté.

A la pointe de cette guerre, la France assure avec ses avions les tiers des frappes contre le régime de Mouammar Kadhafi. L'autre fer de lance de l'opération est la Grande-Bretagne.

Après avoir justifié ces bombardements par la protection des civils face à la répression du régime, les Occidentaux ont rapidement demandé le départ de Mouammar Kadhafi. Cette exigence complique aujourd'hui toute solution politique, estiment

des experts interrogés par l'AFP.

«Ce que veut la communauté internationale, c'est que Kadhafi parte. Mais il ne peut pas y avoir de solution politique sans Kadhafi, en l'état actuel du rapport de forces et de l'occupation du terrain», relève ainsi Jean-Yves Moissoner, chercheur à l'Institut pour la recherche et le développement (IRD).

«Donc, il n'y a pas d'issue, il y a un enlèvement pour un certain temps et il n'est pas sûr que Kadhafi s'en aille parce que la communauté internationale, la France en particulier, n'a pas les moyens de mener une guerre longtemps», estime-t-il.

Sur cette question, les principales puissances de la coalition ont tâtonné

ces dernières semaines.

Après avoir semblé tenir à un départ de Kadhafi de son pays, elles ont accepté qu'il y reste à condition d'abandonner toute fonction politique et militaire.

Diverses sources ont fait état de discussions entre des pays de la coalition, des proches de Kadhafi et le Conseil national de transition (CNT, rébellion). Mais elles sont pour l'instant restées stériles.

Un soulèvement de la population de Tripoli — récemment appelé de ses vœux par le ministre français de la Défense, Gérard Longuet — ou une offensive victorieuse de la rébellion est également très incertaine. Selon des experts, la structure tribale de la Libye y est pour beaucoup.

«Les Libyens sont bons pour se battre sur leur terrain, mais quand il s'agit d'aller porter la guerre sur un autre terrain, c'est une autre affaire», explique Patrick Haimzadeh, ancien diplo-

mate et auteur du livre *Au cœur de la Libye de Kadhafi*.

«Pour schématiser, les tribus berbères du Djebel Nefoussa (sud-ouest) sont prêtes à défendre leur terrain mais elles n'iront pas à Tripoli, parce que ce n'est pas leur référentiel», confirme Jean-Yves Moissoner. De plus, le Ramadan, commencé début août, pourrait figer les positions.

Les Occidentaux doivent aussi tenir compte des soutiens dont le leader libyen continue de bénéficier dans le pays. Selon ce chercheur, Mouammar

Kadhafi a aussi réussi, dès les premières semaines de la guerre, à retrouver des alliances avec certaines tribus puissantes.

Les bombardements aériens permettent d'affaiblir l'appareil sécuritaire de Kadhafi. La rébellion a annoncé hier la mort, dans l'un d'eux, du plus jeune fils du leader libyen, Khamis Kadhafi, qui est aussi l'un des comman-

dants de son armée.

Mais leur efficacité est moindre en Libye, estime Patrick Haimzadeh. Avec ces raids, on cherche à casser l'appareil d'Etat «et à un moment donné, le système s'écroule», note-t-il. «En Libye, il y a un appareil d'Etat extrêmement réduit (...). Ce n'est pas un Etat classique», estime-t-il.

En dépit de sa durée, l'intervention de l'Otan, qui n'a pas fait de morts dans les rangs de la coalition à ce jour, suscite peu de débats dans les pays qui y participent. La Norvège vient cependant de s'en retirer et en France, le gouvernement commence à être interpellé par des intellectuels ou des élus. Un député communiste, Jean-Jacques Candelier, vient d'appeler à la formation d'une commission d'enquête sur «les objectifs de l'intervention militaire».